



Pour diffusion immédiate

Compressions annoncées pour la Commission scolaire des Phares

« Un fardeau qui dépasse les limites de l'entendement »

Rimouski, le 5 mai 2011 – Contrairement à ce qui avait été affirmé par le gouvernement du Québec dans le discours sur le budget, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport s'apprête à effectuer des compressions de plus de 110 millions de dollars dans le réseau scolaire québécois. Conséquemment, le MELS demande à la Commission scolaire des Phares de récupérer une somme de 1,45 million \$ dans son budget 2011-2012.

Ces compressions annoncées représentent un fardeau qui dépasse les limites de l'entendement, selon le président et le directeur général de la Commission scolaire des Phares, MM. Raymond Tudeau et Jean-François Parent. « Le 29 avril, le MELS s'est désengagé en relayant à la Commission scolaire des Phares un fardeau qui dépasse ses capacités. Récupérer 1,45 million de dollars dans le budget de la prochaine année en préservant les services aux élèves, c'est une mission impossible. »

MM. Tudeau et Parent ajoutent que le Ministère demande de trouver 1,45 million \$ sur une portion de budget de 9 millions \$ ou moins, ce qui représente au moins 15% de réduction budgétaire. En effet, sur un budget global de l'ordre de 103 millions \$, la Commission scolaire des Phares ne peut certainement pas faire de compressions, par exemple, sur les 48 millions \$ que représente la rémunération du personnel enseignant, sur les 23,9 millions \$ qui sont consacrés au soutien à l'enseignement ou sur les 7,7 millions \$ qui vont au transport scolaire!

Depuis plusieurs années, la Commission scolaire des Phares fonctionne avec des frais d'administration de l'ordre de 3%, un pourcentage que le vérificateur général a cité en exemple et qui est le plus bas dans le secteur public. « La Commission scolaire des Phares agit avec rigueur, honnêteté et créativité, afin d'utiliser le plus justement et de la manière la plus équitable possible les sommes allouées. Depuis plus de deux ans, votre commission scolaire utilise au maximum le surplus accumulé dans la limite du 10% autorisé par le MELS. Nous ne pouvons pas aller plus loin sans affecter les services aux élèves », précisent MM. Tudeau et Parent.

La Commission scolaire des Phares demande au Ministère d'agir avec discernement et de reconnaître les saines pratiques de gestion qui ont été mises en place. « Nous ne déchirons pas notre chemise en crise et en pleurs. Mais froidement et lucidement, nous savons que la commande ne peut se faire sans affecter les services aux élèves », concluent le président et le directeur général.

Sources : M. Raymond Tudeau
Président
418 723-9485

M. Jean-François Parent
Directeur général
418 723-5927, poste 1010